

Pierre-Etienne Vandamme (ULB), chercheur en philosophie politique, invite à sortir des recettes traditionnelles pour répondre aux désillusionnés.

« 2020 sera l'année de l'expérimentation démocratique »



« Au-delà de Greta Thunberg, l'image de 2019, ce sont les gens dans la rue. La Belgique n'est pas un îlot mais elle a peut-être cette particularité d'avoir cette crise communautaire qui rend les gens plus cyniques parce que l'espoir de changement est rendu encore plus difficile en raison de la complexité institutionnelle. » © BRUNO DALIMONTE.

ENTRETIEN

MAXIME BIERMÉ
PASCAL LORENT

L'année 2019 aura été celle d'une poussée de fièvre collective. Des jeunes d'abord, sortis dans la rue pour réclamer des avancées en matière climatique. D'une partie toujours plus importante de l'électorat ensuite qui a choisi de se tourner vers les extrêmes. Et d'une Belgique malade enfin, qui n'a plus de gouvernement fédéral de plein exercice depuis plus d'un an. Pierre-Etienne Vandamme (ULB), chargé de recherches FNRS en philosophie politique, craint que la fièvre laisse place à des actes violents en 2020. À moins que les expériences démocratiques lancées çà et là permettent d'apaiser un peu les tensions.

Au regard des résultats des élections du 26 mai, la rupture n'a jamais été aussi grande entre les politiques et les citoyens. Cela va-t-il s'accroître en 2020 ?

Voter pour les extrêmes n'est pas forcément un signe de désillusion par rapport à la politique mais plutôt par rapport aux partis traditionnels. C'est déjà voter ! Les taux d'abstention ont par ailleurs augmenté. Ils montrent plus franchement un désintéressement, une désillusion par rapport à la politique en général. Quand on continue à soutenir un parti, soit on veut envoyer un message, soit on nourrit encore un espoir sincère. Certains électeurs du PTB ont encore, par rapport à d'autres mouvements d'extrême gauche, la « foi » dans la politique. Cela va-t-il se poursuivre en 2020 ? Je ne suis pas diseur de bonne aventure. Mais plus la crise actuelle se prolonge, plus les négociations pour former un gouvernement se pro-

longent, moins on a l'espoir de voir les choses évoluer dans le bon sens. Et même si on trouve un accord et qu'un gouvernement naît, cela risque d'être du bricolage puisqu'on aura une alliance contre nature à laquelle on est habitué en Belgique. Ce type de gouvernement qui mélange gauche et droite ne satisfait personne au final et il y a un risque que la frustration continue d'augmenter. Je ne vois donc pas de raison dans l'immédiat de penser que les gens vont se réconcilier avec la politique.

Comment analysez-vous cette frustration ?

C'est une perte de confiance dans la capacité des gouvernements à vraiment changer les choses, à radicalement transformer la société. Il y a des groupes de citoyens qui ont des attentes variées mais beaucoup voudraient voir des changements profonds. Ils n'en voient pratiquement jamais et se demandent s'il existe une volonté de la part des élus de changer les choses. Certains blâment les élus pour cela et d'autres vont plus loin en se demandant si les gouvernements nationaux servent encore à quelque chose et comment agir pour faire bouger la situation étant donné les contraintes budgétaires européennes. C'est donc surtout ce sentiment que rien de nouveau n'advientra à travers les élections.

N'est-ce pas plutôt un besoin de protection qui est exprimé ?

Effectivement, même si on ne peut pas parler de la population comme d'un tout homogène. Il y en a qui se battent pour préserver des acquis, qui espèrent qu'il n'y aura pas trop de changements mais ces personnes ont aussi des aspirations plus positives. Elles voudraient voir des changements comme la réduc-

tion du temps de travail, la hausse des minima sociaux ou des bas salaires...

Le début de 2019 a été marqué par un engouement pour le climat. Puis il y a eu comme une douche froide avec ces élections. Comme si le soufflé était retombé...

Une difficulté, c'est que beaucoup des gens qui se mobilisent dans ces mouvements qui prennent la rue sont désillusionnés par rapport à la politique institutionnelle et ce n'est donc pas parce qu'il y a un mouvement dans la rue que cela va se traduire dans les urnes. Ce sont toujours des groupes assez minoritaires qui se retrouvent dans la rue. La plupart des gens restent chez eux.

Mais c'était assez neuf de voir ces jeunes sortir pour le climat, sans lien avec un syndicat ou une autre organisation...

Oui, ça m'étonnerait que la page soit tournée. C'est peut-être un peu retombé mais la cause restant à défendre et étant donné qu'il ne s'est rien passé de vraiment positif entre-temps, je suis sûr que l'on va revoir les jeunes dans la rue. Et sans doute de plus en plus de manière revendicatrice, voire agressive et violente. C'est tout à fait imaginable s'ils ont le sentiment qu'ils ne sont pas entendus.

D'autant que les gouvernements de coalition sont ceux des compromis alors que les jeunes qui manifestent

2020 en neuf dates

31/01

Date prévue de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

sont demandeurs de solutions radicales... Est-ce une remise en cause du modèle belge ?

Le modèle belge doit se comprendre par la division linguistique. On ne pourrait pas avoir un modèle majoritaire viable dans un contexte divisé comme le nôtre. Ce modèle a donc ses justifications et ses limites. Mais ce qui me fait dire que ce mouvement pourrait prendre une tournure un peu violente à l'avenir, c'est le fait qu'il y a une tension entre l'intensité de la conviction qu'il faut absolument faire des choses radicales et un système politique qui ne peut pas être changé en trois coups de cuillère à pot et qui bloque ces mesures radicales puisque c'est un système qui, pour de bonnes raisons, est basé sur le compromis.

Les politiques se rendent-ils compte de ce qui leur pend au nez ?

Je n'en sais rien. Je serais curieux de lire les enquêtes menées auprès des élus par rapport à leur perception de la crise climatique, par exemple. Il se peut que certains se disent que cette mobilisation n'est pas la préoccupation dominante de la plupart des gens. Et comme on continue de fonctionner avec une logique majoritaire, les partis se soucient d'abord des demandes dominantes. Ils n'ont peut-être pas une incitation à s'emparer de ce sujet-là et à agir. D'autant que les mesures à prendre pour améliorer les choses risquent de ne pas plaire à bon nombre de citoyens des pays riches.

La soupape de sécurité ne sera-t-elle pas l'intégration des citoyens dans les assemblées ?

C'est le pari en cours. Et on a de bonnes raisons de penser que l'année 2020 sera celle de l'expérimentation démocratique avec les projets en cours en Belgique de l'Est (conseil citoyen et assemblée citoyenne), à Bruxelles (projet de commission mixte au parlement bruxellois), avec les assemblées citoyennes d'Agora et les projets dans diverses communes... On est en train d'expérimenter des tas de choses. Que va-t-il en sortir ? Ce n'est pas encore très clair. Cela va-t-il réconcilier les citoyens avec la politique ? Peut-être ceux qui y participeront s'ils ont le sentiment que cela débouche sur quelque chose et qu'ils sont écoutés. Sinon ils peuvent en sortir encore plus dégoûtés. Et tous les autres ? Car ce sont des dispositifs qui vont faire participer quelques citoyens. J'encourage vraiment ces expérimentations qui sont intéressantes mais il faut se rendre compte que cela pourrait ne pas changer le rapport de la plupart des Belges à la politique. Car les gens ne sont pas au courant, souvent, de ces expériences. C'est ce qui ressort des enquêtes menées. Même en communauté germanophone, où l'initiative est pourtant pionnière au niveau européen. C'est là que les médias ont un rôle à jouer.

Quels seront donc les challenges pour

Je suis sûr que l'on va revoir les jeunes dans la rue. Et sans doute de plus en plus de manière revendicatrice, voire agressive et violente

”

ces expériences ?

Le principal est d'attirer vers la politique une population qui est complètement déconnectée de la politique. Des gens qui ont peu confiance en eux-mêmes et qui sont peu capables de prendre part à un tel processus. Ceux qui organisent ces dispositifs, comme Agora, en sont bien conscients. Cela demande parfois d'aller faire du porte-à-porte ou de prévoir des incitants financiers à participer ou des dispositifs d'accueil pour les enfants afin de toucher les personnes isolées. L'autre défi, c'est celui de la visibilité médiatique. Ces dispositifs intéressent au début, quand le projet sort ou que la première assemblée se tient car c'est nouveau. Puis on en parle à la fin quand les résultats tombent. Mais entre les deux, ce n'est pas super-sexy, des gens qui délibèrent de manière pondérée.

N'est-ce pas encore moins représentatif ?

Je ne sais pas si c'est moins représentatif. C'est une forme alternative de représentation qui n'est pas basée sur une autorisation reposant sur l'élection mais sur l'idée d'avoir un échantillon diversifié de citoyens assez ordinaires. Ces personnes nous représentent non pas parce qu'on les a choisies mais parce qu'elles nous ressemblent par certains traits. Souvent, on va avoir un échantillon très faible de citoyens, qui ne sera pas représentatif statistiquement comme le serait la population d'un sondage. Et cela poserait problème si on voulait donner un pouvoir de décision finale à ces assemblées citoyennes. Mais les assemblées élues ne sont pas parfaitement représentatives non plus. C'est donc une raison pour multiplier les formes de représentation. Au moins, on ratisse plus large et on a plus de chance qu'un plus grand nombre de personnes se sentent représentées.

Informateur, Paul Magnette avait glissé l'idée d'un Sénat citoyen...

L'idée est dans l'air depuis des années. De plus en plus de gens commencent à défendre l'idée de ce Sénat composé de gens tirés au sort. Souvent la formule reste floue et les politiciens ne vont pas beaucoup plus loin. Ce serait quelque chose de particulièrement fort, une expérimentation démocratique ambitieuse. Le reste de la population serait au courant qu'il se passe quelque chose. Va-t-on vers cela dans l'immédiat ? J'en doute un peu. Paul Magnette a surtout voulu montrer qu'il était ouvert à ce genre d'expérience. Avec des collègues, nous avons mené une enquête sur le sujet auprès des partis et globalement, ceux-ci n'étaient pas du tout convaincus, à part une petite ouverture chez Ecolo. Et c'est bien compréhensible car il y a une remise en question de la légitimité électorale des élus.

Ne faudrait-il pas s'inspirer de ce qui a été tenté en Wallonie avec les panels citoyens ?

C'est un modèle intéressant mais qui, de nouveau, bénéficiait de très peu de visibilité. Un modèle me paraît actuellement assez intéressant en France. C'est celui de la Convention citoyenne pour le climat. Pour le moment, un échantillon très diversifié de 150 citoyens tirés au sort se retrouve durant six week-ends, qui ont reçu comme mission du président de se prononcer sur la meilleure manière de diminuer les émissions de CO₂ dans un souci de justice sociale. Ils vont faire des recommandations. Après il y a un flou. Macron a dit : soit on adopte directement vos recommandations, soit on organise un référendum, soit on organise un vote au Parlement. Mais il dispose alors d'un droit de veto car il peut dire à sa majorité comme elle doit voter. Par contre si la population française appuyait les recommandations de cette convention et mettait la pression sur Macron, cela pourrait devenir intéressant. Après les travaux de

cette assemblée citoyenne, on pourrait organiser un référendum. C'est le modèle de la convention constitutionnelle irlandaise. Une assemblée citoyenne a préparé la réforme de la Constitution, l'a approfondie et puis il y a eu un vote de l'ensemble de la population pour que tout le monde soit concerné.

Un référendum en Belgique, cela rappelle des mauvais souvenirs...

Pourquoi ne tenterait-on pas ? Ce serait une manière d'essayer de dépasser les clivages... Le référendum pur est dangereux car on demande l'avis de la population sur un sujet que la plupart des gens maîtrisent mal. À l'inverse, l'atout des assemblées citoyennes, c'est que l'on a un vrai processus délibératif. Les gens qui y participent vont entendre des arguments des deux côtés, échanger, réfléchir, s'informer avant de se prononcer. Et si on arrive à lier les deux comme en Irlande, si l'assemblée citoyenne parvient à produire des recommandations qui sont expliquées à l'ensemble de la population et que celle-ci ensuite est amenée à s'exprimer en ayant connaissance de ce travail d'approfondissement, cela devient intéressant. Tout le monde ne peut pas s'informer à fond sur le sujet, mais certains peuvent le faire et ensuite éclairer les autres.

Pensez-vous que ce serait une bonne sortie de crise pour la Belgique ?

D'abord, il faut se demander quelle question on pose. Ceux qui vont déterminer cette question auront un pouvoir énorme d'influence sur le résultat. Mais je ne suis pas convaincu. Par contre si on tentait le coup d'une réforme de l'État citoyenne, on impliquerait un nombre restreint de citoyens et, ensuite, on organiserait une validation soit par le Parlement, soit par l'ensemble de la population. Et dans ce cas-là, on pourrait imaginer un référendum pour valider le travail d'une convention constitutionnelle belge.

Avec un Vlaams Belang hyper-influent sur les réseaux sociaux, n'est-ce pas jouer aux dés la cohésion de l'Etat ?

C'est pour cela que le référendum ne suffit pas. Une assemblée avec des Flamands et des francophones qui sont amenés à discuter ensemble, à faire un effort pour être amenés à comprendre le point de vue de l'autre, permettrait de réconcilier les deux communautés. Je ne vois pas beaucoup de manières d'y parvenir sinon en créant des processus qui leur permettent d'échanger et d'essayer de se comprendre. Il y a peut-être d'autres idées que je ne connais pas mais si on n'essaie pas des choses de ce type-là, je ne vois pas comment on va inverser cette tendance de différenciation progressive entre les revendications flamandes et francophones.

Certains n'ont peut-être pas intérêt à ce qu'on se réconcilie...

Bien sûr. Mais ils ne sont pas majoritaires. Pas encore. Et ils ne sont pas seuls. Il ne faut donc pas renoncer.

Vous ne semblez pas sortir de cette année avec un sentiment fataliste...

Il ne faut pas nier le problème et sa gravité. D'élections en élections, on voit qu'en Belgique, il y a deux communautés, deux opinions publiques qui ont tendance à se séparer même si elles ont plus en commun qu'on peut parfois le penser. Le problème est là. Et former des gouvernements va devenir de plus en plus difficile. Et à moins d'un changement radical, le problème va s'accroître. À court terme, je suis donc inquiet, comme vous. Fataliste ? Non, ça ne sert à rien. Et puis, ce n'est pas comme si on avait tout essayé. On a juste utilisé les recettes traditionnelles.

Pourquoi la décennie 2010 ne va pas vous manquer

La catastrophe de Fukushima

11 mars 2011 : un séisme de magnitude 9 dont l'épicentre se trouve à 130 kilomètres des côtes, suivi d'un tsunami avec des vagues entre 15 et 30 mètres de haut. La centrale de Fukushima se trouve à deux pas de la mer. Elle est inondée par les vagues successives. Ses systèmes sont noyés. Les dispositifs de refroidissement des six réacteurs et des sept piscines où est entreposé le combustible usé tombent en rade. Plus de 160.000 personnes sont évacuées. Des explosions d'hydrogène affectent trois des six réacteurs, expédiant de grandes quantités de radioactivité dans les airs. Un incendie frappe un quatrième. Des rejets significatifs durent quatorze jours. Le nucléaire en prend un coup. Des « stress tests » sont imposés aux centrales européennes pour voir comment celles-ci résisteraient à une catastrophe naturelle, une cyberattaque ou une chute d'avion. Des programmes d'action sont mis en place pour renforcer la sécurité. Selon l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, 99 % des mesures sont réalisées dans les centrales belges.

Les tueries de masse aux Etats-Unis

El Paso au Texas le 3 août, Dayton en Ohio le lendemain, Virginia Beach en Virginie le 31 mai. Voilà les trois tueries qui ont fait le plus de morts aux Etats-Unis en 2019. Respectivement 22, 10 et 13. Au total, sur l'année, il y a 417 tueries de masse aux Etats-Unis, tuerie de masse se définissant par quatre personnes tuées ou plus, sans inclure l'assailant. Les tueries de Las Vegas en 2017, celle d'Orlando en 2016 visant une boîte de nuit LGBT ou encore celle visant une école maternelle, Sandy Hook, en 2012, ont particulièrement marqué la décennie. Financé à hauteur de 30 millions de dollars par le lobby des armes à feu (NRA, National Rifle Association), Donald Trump se refuse toujours à quelque réforme en profondeur du contrôle des armes à feu.

Le terrorisme

Charlie Hebdo. Le Bataclan et les terrasses. Nice. Le marché de Noël de Berlin. Une boîte gay à Orlando. Christchurch en Nouvelle-Zélande. Et puis le 22 mars 2016, Bruxelles, Maelbeek, Zaventem. Impossible de ne pas penser à ces moments quand on retrace la décennie. A la menace terroriste. Au niveau 3. Aux militaires dans les rues. A la prise en charge des victimes. Trois ans après, c'est la question épineuse du retour des djihadistes belges et de leurs enfants qui anime.